

02 Décembre 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réponse de Pierre Buyoya aux accusations de Bujumbura

Depuis quelques jours, le gouvernement du Burundi a entrepris une vaste campagne médiatique, ponctuée d'arrestations et de menaces de toutes sortes, autour de ce que le ministère public présente comme une opération de lutte contre l'impunité, à travers la réouverture du dossier de l'assassinat de l'ancien Président Melchior Ndadaye. C'est dans ce cadre que nous avons appris avec stupéfaction que de graves accusations étaient dirigées contre notre personne, avec l'intention manifeste de porter atteinte à notre honneur et à notre probité.

Comme chacun le sait, l'assassinat du regretté Président Ndadaye - il y a de cela vingt-cinq ans -, a fait l'objet de traitements multiples et variés. Sur le plan judiciaire, il a été instruit, conformément à la loi nationale et un jugement a été rendu à cet effet. Sur le plan politique, cet événement, comme beaucoup d'autres que notre pays a malheureusement connus au cours de son histoire, a été longuement débattu au cours des négociations d'Arusha. A cet égard, un consensus a été dégagé sur la voie à suivre pour résoudre ce qu'il a été convenu d'appeler le contentieux de sang, en vue d'amener le peuple burundais à se réconcilier avec lui-même. Sur le plan international, le même événement a fait l'objet d'une enquête internationale, par la voie la plus autorisée de l'Organisation des Nations Unies.

Dès lors, la réouverture de ce dossier par le gouvernement, treize ans après son installation au pouvoir, ne peut que soulever de nombreuses interrogations. Tout laisse à penser qu'il s'agit là d'une simple manipulation politique et d'une nouvelle manœuvre de diversion visant à faire oublier les questions douloureuses non résolues – et elles sont nombreuses –, depuis que les autorités nationales ont choisi de tourner le dos à l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi.

A cet égard, il est symptomatique que la réouverture du dossier de feu Melchior Ndadaye intervient au moment où, face aux multiples sollicitations de la communauté internationale, le gouvernement a choisi de s'emmurer délibérément dans le refus du dialogue pour résoudre la crise qu'il a lui-même provoquée et qu'il alimente depuis l'année 2015. Ainsi, au nom du noble principe de lutte contre l'impunité, qu'aucune âme bien pensante ne saurait récuser, la justice risque, une fois de plus, d'être instrumentalisée à des fins purement électoralistes, au risque de ramener le pays dans les conflits et les haines ethniques.

Dans ce contexte et compte tenu des records enregistrés ces dernières années en matière de violations des droits de l'homme, il serait difficile d'imaginer que le régime actuel soit à même de mener une procédure judiciaire, dans une affaire aussi grave, avec un minimum de garanties et de crédibilité.

Fidèle à l'esprit et à la lettre de l'Accord d'Arusha, nous en appelons plutôt chacun à reprendre ses esprits, à savoir raison garder et à concentrer ses efforts à la recherche d'une issue à la crise politique actuelle, à travers le dialogue inclusif comme suggéré par les institutions régionales et internationales. L'œuvre de vérité, d'établissement des faits et de justice doit être conduite dans la dignité, la sérénité, l'équité, la neutralité et non dans un esprit de division, d'instrumentalisation de la justice et de manipulation de la mémoire à des fins qui ne répondent ni à la cause d'une paix durable, ni à celle d'une véritable lutte contre l'impunité.

Pierre BUYOYA